

Après les mobilisations sociales de ces dernières semaines, le Gouvernement lâche du lest en tentant de diviser le mouvement. L'augmentation accordée aux fonctionnaires ne comble pas la dégradation du pouvoir d'achat depuis 2000 (5% de perte) mais surtout, la grande majorité des salariés, ceux du secteur privé, sont exclus des négociations.

Salaires: Exigeons notre dû

Propositions au rabais pour le public

Après les journées de grève et de manifestations du 10 mars, le Gouvernement propose une revalorisation supplémentaire des salaires, 0,8% en deux temps pour 2005, qui s'ajoute à celle de 1% accordée en décembre. Il compte ainsi passer à d'autres sujets dans un "*climat de confiance retrouvée*". Pour les plus bas salaires, la fusion des échelles 2 et 3, envisagée au 1^{er} juillet, doit éviter qu'un fonctionnaire se retrouve payé sous le SMIC. Une prime exceptionnelle, d'un montant de 1,2% du traitement annuel, sera également attribuée pour les fonctionnaires parvenus en fin de carrière et dont le salaire est bloqué depuis au moins trois ans. La question de l'emploi dans le secteur public, le rattrapage du pouvoir d'achat sur la période 2000-2004 et les négociations salariales pour l'année 2006 sont reportés à plus tard.

Pas de revalorisation dans le privé

Les salariés du secteur privé, fortement impliqués dans les mobilisations se voient refuser toute augmentation, voire même toute négociation. Le gouvernement n'impose au MEDEF aucune contrainte. La seule perspective avancée, est la programmation d'une prochaine réunion avec le Ministre délégué aux relations du travail, Gérard Larcher, pour faire le point sur les branches dans lesquelles il conviendrait éventuellement d'ouvrir des négociations.

Dans 60% des branches, les salaires les plus bas sont inférieurs au SMIC soit 4,5 millions de salariés à temps complet qui ne gagnent pas plus de 1000 euros par mois. Pourtant, les records de profits réalisés en 2004 par les entreprises françaises du CAC 40 sont de 54 milliards d'euros, en hausse de 64% par rapport à 2003, soit 22 milliards d'euros de mieux. Parallèlement, le gouvernement continue de multiplier les cadeaux fiscaux aux entreprises et aux catégories les plus favorisées.

La grande arnaque

L'augmentation salariale revendiquée par des millions de salariés, se conclut par un vrai marché de dupes.

En effet, en échange des augmentations accordées aux fonctionnaires, le gouvernement compte poursuivre sa politique de casse des services publics et la réduction massive des effectifs. Pour la fonction publique hospitalière avec les nouvelles contraintes imposées par la réforme de l'assurance maladie, aucun ajustement de l'objectif national des dépenses d'assurance-maladie n'est envisagé. Les hôpitaux seront donc tenus de réaliser encore plus d'économies pour assumer cette nouvelle revalorisation salariale avec pour conséquences prévisibles de nouvelles compressions d'effectifs et une diminution toujours croissante de l'offre de soins publique.

Pour le privé, c'est la poursuite des attaques sur tous les acquis sociaux, du démantèlement du code de travail avec l'allongement de la durée annuelle du travail, le travail "gratuit" imposé, le salaire au mérite...

Gagner plus, c'est possible !

Un million de salariés dans la rue le 10 mars, des centaines de milliers de grévistes: démonstration est faite que nous sommes en plein dans une période de mobilisation forte du monde du travail contre la politique du gouvernement et du patronat pour permettre le financement de la protection sociale. La mobilisation unitaire doit s'amplifier pour obtenir une revalorisation des salaires dans le privé et dans le public. Pour la première fois depuis 2002 Raffarin a dû entendre la rue. SUD Santé Sociaux refuse la stratégie de division qui ne consiste qu'à discuter des salaires de la fonction publique.

Il est maintenant de la responsabilité de toutes les organisations syndicales d'amplifier l'élan social et solidaire manifesté par les salariés dans la grève interprofessionnelle pour exiger des négociations public/privé imposant une juste redistribution des richesses .



Fédération
Sud Santé-Sociaux
"Solidaires-
Unitaires-
Démocratiques"
2 rue Henri Chevreau
- 75020 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 6/04/2005